



# Les ruptures professionnelles se politisent

“Une rupture professionnelle, c’est un acte extrêmement difficile. **En assumant sa démission, on peut aider d’autres personnes à sauter le pas**”, explique Sonia Benyahia, fondatrice de **I quit, thanks**, un média spécialisé dans la publication de témoignages **de jeunes qui désertent, créé en 2020**. La jeune femme travaillait alors pour un cabinet de conseil en restructuration, où elle vivait un “enfer absolu”. (...)

# LES RUPTURES PROFESSIONNELLES SE POLITISENT

De nombreux jeunes diplômés qui revendiquent une vie plus compatible avec les enjeux écologiques et sociaux de notre époque mettent en scène leur démission et leur bifurcation

**A**urélie, Maxime, Héliane, Emma, Romain sortent de Polytechnique, de Sciences Po, de Centrale ou d'écoles de commerce. Ils auraient pu décrocher un emploi prestigieux et un gros salaire. Mais ils ont choisi de rompre avec des entreprises jugées trop polluantes et un capitalisme destructeur. Pendant un an, Arthur Gosset, lui-même étudiant à Centrale Nantes, a filmé le parcours de ces jeunes, leurs tâtonnements, leurs difficultés, leurs expériences de désertion souvent douloureuses. Sorti en septembre 2021, le documentaire *Ruptures* a donné lieu à des centaines de projections, notamment dans les grandes écoles et les universités.

« Ce documentaire explore un mouvement de fond. J'ai rencontré près de 20 000 jeunes. A la fin des projections, les débats sont toujours animés. Comment résister aux gros salaires, aux voitures de fonction ? On a même des parents qui viennent nous remercier. Leurs enfants ont arrêté les études, ils n'osaient pas en parler. Grâce au film, ils comprennent mieux », raconte le réalisateur de 24 ans, qui a renoncé, pour sa part, à une carrière d'ingénieur en environnement. Inquiets du creusement des inégalités et des ravages écologiques, révoltés par un monde du travail qui n'a pas tenu ses promesses de progrès social, les jeunes de la « génération Z » qui ont grandi avec la crise environnementale remettent en question la notion même de carrière.

Faut-il désertier ou tenter de changer le système de l'intérieur ? Le débat est aussi vieux que les slogans et les barricades, mais il se déploie avec une ampleur inédite sur les réseaux sociaux. Vu par près de 12 millions de personnes, l'appel à la désertion prononcé par huit étudiants d'AgroParisTech, le 30 avril, lors de leur remise de diplômes, est devenu le symbole de la crise existentielle d'une fraction de cette génération. Comme l'avait été le discours de Clément Choisine, jeune diplômé de Centrales Nantes, en 2018, lors d'une cérémonie identique où il se disait « incapable de se reconnaître dans la promesse d'une vie de cadre supérieur, en rouage essentiel d'un système capitaliste de surconsommation ».

« On parle d'une génération qui a vu ses parents travailler toute leur vie dans la même boîte, pour ensuite se faire virer par un simple mail. Qui a vu ses grands frères investir le monde de l'entreprise avec le désir de le changer, mais finir en bum-out », déroule Arthur Gosset. Dans les entreprises, le rapport de force s'est inversé, et les responsables de recrutement sont désarçonnés, poursuit-il : « Avant, un ingénieur acceptait un emploi pour une usine de SUV électriques sans trop se poser de questions. Aujourd'hui, il veut en savoir davantage sur le processus de fabrication, porte un regard critique sur l'incitation à la consommation. Les plus engagés vont jusqu'à démissionner. »

## DÉPARTS DE FEU

La communauté des « Paumés.e.s », qui rassemble 21 000 personnes, organise des apéros à destination de diplômés bien insérés mais en pleine perte de sens. Courant mai, lors d'un événement organisé à Paris, la désertion des jeunes d'AgroParisTech était au centre des conversations. « J'aimerais bien faire preuve du même courage », confie Isabelle (le prénom a été modifié), 24 ans, employée par une association qui œuvre pour la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) : « Même quand on s'oriente vers des secteurs soucieux de l'environnement, la finalité reste toujours la croissance, quitte à faire du greenwashing. Mais j'ai un prêt étudiant à rembourser, je ne peux pas démissionner. »

Le discours des ingénieurs agronomes est aussi abondamment commenté dans les amphithéâtres des grandes écoles. « Il faut multiplier ce genre d'initiatives, ces petits départs de feu, pour créer quelque chose de plus massif », exhorte Camille (le prénom a été modifié), 19 ans. L'étudiant en deuxième année à Sciences Po Paris se dit choqué par ses cours d'économie « qui présentent le modèle néolibéral comme la panacée ». Avec une quarantaine de camarades, il prépare une



tribune pour dénoncer « une formation qui débouche sur des emplois morbides de cadre supérieur pieds et mains liés au capital ».

« La démission n'est plus un simple passage vers la reconversion. Désormais, elle se médiatise et se politise », se réjouit Jérémie Désir-Weber. En 2019, cet ancien trader quitte son poste de cadre chez HSBC à Londres. Dans une lettre ouverte, il pointe l'abîme entre la gravité et l'urgence de la crise écologique et les objectifs du monde de la finance. « Mon initiative a fait un peu de bruit dans les milieux initiés, mais c'est tout. Un an plus tard, ma femme claquait la porte des Nations unies, en accompagnant elle aussi son geste d'une lettre ouverte. Ça n'a pas eu l'écho auquel on s'attendait. Ce serait peut-être différent aujourd'hui. » En 2021, le couple, désormais installé sur un terrain agricole en Martinique, a créé Vous n'êtes pas seuls. Depuis son lancement, l'association a accompagné 200 salariés, essentiellement des cadres entre 20 et 35 ans, avec des volontés d'action variables : construire un argumentaire pour confronter sa hiérarchie, diffuser le témoignage de sa rupture ou participer à l'offensive écologique depuis sa position professionnelle grâce à la collecte d'informations détaillant les défaillances des employeurs.

« Une rupture professionnelle, c'est un acte extrêmement difficile. En assumant sa démission, on peut aider d'autres personnes à sauter le pas », explique Sonia Benyahia, fondatrice de I qui, thanks, un média spécialisé dans la publication de témoignages de jeunes qui désertent, créé en 2021. La jeune femme de 27 ans travaillait alors pour un cabinet de conseil en restructuration, où elle vivait un « enfer absolu » : « J'aidais mes clients à déployer des plans de licenciement. Je me suis retrouvée à supprimer des petits carrés sur une slide, et les

petits carrés, c'étaient des gens. Je me sentais mal, mais je n'arrivais pas à partir. J'ai donc commencé à recueillir des témoignages de rupture, en espérant qu'ils me donnent la force de démissionner. Ça a marché. Et ça marche toujours : quasiment toutes les semaines, je reçois des messages de remerciement de personnes qui ont trouvé le courage de démissionner grâce à mes interviews. » Elle aimerait en recevoir encore plus.

## MINORITÉ PASSIONNÉE

La « grande démission » observée aux États-Unis, quand plus de 38 millions d'Américains ont quitté leur emploi en 2021, n'a pas traversé l'Atlantique, ou alors sous la forme d'un petit soubresaut : entre juillet 2019 et mi-2021, les démissions en CDI ont bondi de 19,4 %, selon la Dares. Un simple effet de rattrapage, estime Olivier Sibony, ancien consultant chez McKinsey et professeur à HEC Paris : « Ce n'est pas quand vous télétravaillez chez vous alors que le monde entier est suspendu à la pandémie que vous allez démissionner. On attend le retour à la normale. » Si les jeunes diplômés signent des manifestes, ils signent surtout des contrats de travail, « et de préférence dans les grands groupes internationaux », poursuit le consultant, qui relève les contradictions de ces étudiants en grandes écoles. Leurs entreprises préférées s'appellent LVMH, L'Oréal, Chanel, selon le classement Universum. Les jeunes ingénieurs plébiscitent Airbus Group, Google, Thales ou Safran.

Le professeur du département stratégie de HEC Paris a pris l'habitude de montrer à ses élèves la vidéo d'un discours d'Obama prononcé en 2019. L'ancien président des États-Unis y mettait en garde les jeunes contre « cette idée de pureté, de ne jamais faire de compromis ». En entendant ces propos, certains élèves secouent la tête, l'air navré, re-

connait Olivier Sibony : « Ils ont un sentiment d'urgence par rapport à la situation du monde, et je les comprends. Cette minorité qui se met en retrait est composée de étudiants les plus passionnés. Ils pourraient vraiment faire bouger les choses s'ils agissaient à l'intérieur du système. » Qui paraît inébranlable. « Certes, vous ne trouverez pas beaucoup d'élèves qui veulent travailler chez TotalEnergies. En revanche, ils sont nombreux à vouloir œuvrer pour des comportements plus sains... en créant des start-up, par exemple, donc en restant bien ancrés dans le capitalisme », conclut l'enseignant.

Après plusieurs années passées à naviguer « de l'enfer des open spaces aux "bullshit jobs" des start-up », Valentin Brunella a appris à se méfier des grands discours autour de la démission. L'auteur de « 27 ans, en CDI, 2700 euros/mois mais je quitte mon job », deuxième article français le plus liké sur LinkedIn, avec près d'un million de lectures, est régulièrement sollicité par des jeunes qui veulent redonner du sens à une vie professionnelle sclérosée : « Je leur réponds avec plaisir, mais je ne veux pas en faire un business. La désertion, c'est devenu tellement à la mode que de nombreuses boîtes ont fait le filon. Elles proposent aux jeunes de les aider à se reconverter et à trouver le job de leurs rêves. C'est une approche très individualiste, qui ne remet pas en question la bulle spéculative autour du travail. »

En réaction à l'injonction de trouver son bonheur dans l'emploi, Valentin Brunella aspire à travailler moins pour vivre mieux. Il est aujourd'hui contractuel à la mairie de Nancy : « Je n'ai pas pu négocier de temps partiel, mais j'ai 11 semaines de vacances par an. » A ceux qui lui posent la question : « Qu'est-ce que tu fais dans la vie ? », il répond simplement qu'il fait de son mieux. ■

MARGHERITA NASI

**« MÊME DANS  
DES SECTEURS  
SOUCIEUX DE  
L'ENVIRONNEMENT,  
LA FINALITÉ  
RESTE LA  
CROISSANCE »**

ISABELLE, 24 ANS

# Droit du travail TikTok gagne du terrain sur la CGT

Confrontés à un problème professionnel, les jeunes salariés s'informent de plus en plus sur les réseaux sociaux

**M**on employeur a-t-il le droit de m'imposer des congés?», «J'ai un contrat de trente-cinq heures et mes heures supp ne sont ni payées ni récupérées en RTT, est-ce normal?», «Quand dois-je dire à mon employeur que je suis enceinte?». Ces questions RH ne sont pas posées sur le flyer d'un syndicat professionnel ni dans les locaux exigus des représentants du personnel des entreprises concernées, mais sur les réseaux sociaux. Plus particulièrement sur les comptes TikTok d'une poignée d'influenceurs qui se sont spécialisés depuis deux ans, avec succès, dans le conseil aux jeunes actifs : Career Kueen (560 000 abonnés), Mama Job (573 000 abonnés), Daylits avocats (228 000 abonnés), Marion DHM RH (60 000 abonnés), etc.

Le grand nombre de questions sur la vie professionnelle, parfois naïves, qui sont posées sur leurs fils de discussion surprend parfois les titulaires de ces comptes eux-mêmes. De même que l'audience importante des vidéos qui y répondent, toujours légères mais informatives, «Dans les formations du supérieur, les questions de ressources humaines ou de droit du travail ne sont de toute évidence pas assez abordées», commente Karine Triouillier, alias Career Kueen. Face à des problématiques simples, lors du processus de recrutement notamment, des jeunes se retrouvent perdus. Cela alimente les incompréhensions et tensions avec les employeurs. Il marque quelque chose entre les écoles et le monde du travail.

Parmi les sujets qui reviennent de manière incessante, depuis neuf mois que cette consultante en développement professionnel a ouvert son compte, fi-

gurent la négociation du salaire («Combien puis-je demander?», les relations avec la hiérarchie («J'ai un manager toxique, qu'est-ce que je peux faire?») ou les missions («Je ne sais pas comment dire que j'ai trop de travail...»). «Je leur donne des éléments de compréhension du fonctionnement de l'entreprise et je les incite à parler de leurs problèmes avec un responsable, au bon moment et de la bonne manière.» Elle voit son rôle comme celui d'un «intermédiaire» entre le salarié, le management et les ressources humaines, «qui aide un peu à normaliser les relations entre les uns et les autres, pour éviter d'entrer dans un rapport de force».

## ÉVITER LE CONFLIT

Même approche pour Marion Ledéan-Durel, alias Marion DHM RH. «Les conseils sont porcellanés, ce qui explique qu'ils se fassent parfois avant, et surtout qu'ils craignent que ça leur arrive», explique cette juriste en droit du travail de 33 ans. «Démission, congés payés, salaire, temps de travail... Je réponds à leur besoin d'information avant qu'ils n'embêtent leur employeur avec leurs questions, ou qu'ils n'entrent en conflit avec lui», explique celle qui travaille aussi dans un cabinet de conseil aux entreprises. Dans certains cas, il lui arrive de recommander à ses followers de faire appel à une aide juridique gratuite à l'extérieur de leur société, pour faire valoir leurs droits.

Si ces jeunes actifs ne s'adressent pas directement aux représentants du personnel ou aux délégués syndicaux de leur entreprise, qui pourraient aussi répondre à ces questions, c'est parce que «ces derniers ne sont pas neutres dans

**«LES DÉLÉGUÉS SYNDICAUX NE SONT PAS NEUTRES. LES SALARIÉS PEUVENT CRAINDRE QUE L'EMPLOYEUR L'APPRENNE, QUE ÇA AILLE AU CLASH.»**

MARION LEDÉAN-DUREL  
Marion DHM RH

l'entreprise. Et les salariés peuvent craindre que l'employeur l'apprenne, que ça aille au clash rapidement», défend Marion Ledéan-Durel.

Le succès récent de ces comptes TikTok qui fournissent des conseils sur le monde du travail aux jeunes employés vient s'ajouter à celui des groupes Facebook qui mettent depuis une dizaine d'années en réseau des travailleurs partageant des problématiques communes : «Le coin des québécois McDo», «Tu sais que tu bosses chez Orange quand...», etc. On y partage des témoignages de sa vie dans l'entreprise ou des réflexions sur ses conditions de travail. On s'y informe sur ses droits, on y organise des mobilisations parfois, ou bien l'on y dénonce par la décision une certaine évolution du travail. À côté, là encore, des structures historiques que sont les syndicats professionnels, au sein desquels ces différentes activités ont pu s'organiser par le passé.

Il en est ainsi du groupe Neurchi de flexibilité du marché du travail (NdFlex), créé en 2019, qui brocarde la

novlangue managériale et les impasses de la «start-up nation». «On essaie de transformer les vannes en questionnaire politique sur l'organisation du travail», résume Paul Richard, cocréateur et administrateur de NdFlex. Résultat : les mêmes postés donnent régulièrement lieu, ici aussi, à des commentaires de jeunes actifs témoignant et posant des questions sur leurs conditions de travail et leurs droits, auxquelles la communauté, désormais forte de plus de 170 000 membres (dont des avocats et des syndicalistes de toute évidence), répond à chaque fois. «Peut-être que poser une question sur un réseau social est plus impersonnel et moins engageant que de mettre les pieds dans un local syndical», analyse Paul Richard.

Pour les moins de 35 ans, qui sont à peine 5% à être syndiqués en France (contre – seulement – 11% pour l'ensemble des salariés) selon les données du ministère du travail, cette nouvelle forme de mobilisation sur les réseaux sociaux ne se fait pas nécessairement au détriment des syndicats. La sociologue du travail Marie Benedetto-Meyer estime que même si certains d'entre eux, comme NdFlex, «ont parfois un positionnement à la frontière de celui des syndicats, notamment quand il s'agit de sensibiliser au respect des droits de l'employé ou d'appeler à participer à une mobilisation», ils ne remplaceront jamais ces derniers, dans la mesure où ils n'ont pas les représentants légaux pour «s'asseoir à la table des négociations, face à l'employeur, pour défendre les salariés».

Reste que ces regroupements informels constituent des espaces d'échange qui développent «un sentiment d'appartenance à un groupe pouvant déboucher

sur des revendications», mais aussi un «éveil des consciences» sur des problématiques communes. Autrement dit : ils sont «un relais vers l'action syndicale». Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que des représentants syndicaux sont souvent «très actifs sur ces réseaux, voire ont un rôle moteur, sans mettre en avant leur étiquette pour n'effrayer personne», dévoile la chercheuse.

## SORTIR DU CADRE HABITUEL

Les syndicats développent d'ailleurs depuis une dizaine d'années leur présence officielle sur les réseaux sociaux pour toucher les plus jeunes. «Il nous reste du travail à faire. Et ces groupes nous obligent à sortir de notre cadre habituel, à nous renouveler. Mais ils mettent surtout en lumière, d'une autre manière, certains de nos combats. En cela, nous sommes complémentaires», commente Louise Fasso-Monaldi, secrétaire nationale du syndicat CGT-TEFP, qui représente notamment les agents de l'inspection du travail. En mai, le syndicat s'est d'ailleurs appuyé sur un échange avec le compte Twitter du groupe humoristique NdFlex. L'inspection du travail n'existe pas pour communiquer sur un événement syndical. C'était quelques jours à peine après que les jeunes administrateurs du groupe Neurchi de flexibilité du marché du travail, asyndiqués mais pas dépolitisés, avaient appelé leur communauté à participer avec le sourire à la manifestation parisienne du 1<sup>er</sup> Mai au sein d'un bien nommé «flexblock». De quoi brouiller encore un peu plus les cartes, et attirer en manifestation des jeunes qui n'auraient peut-être pas mis les pieds sans cela... ●

SEVERIN GRAVELEAU

## TÉMOIGNAGE

«J'AI DÉMISSIONNÉ DE MON CABINET DE CONSEIL APRÈS DES MOIS D'INTERROGATIONS SUR LE SENS DE MON TRAVAIL.»

**VICTOR CANNILLA, 29 ans, diplômé de l'école polytechnique fédérale de Lausanne (Suisse).** «Quand j'ai démissionné, en mars 2021, Cela faisait plusieurs mois que j'étais arrivé au bout d'une réflexion et d'une colère sur l'essence et le sens de mon travail. Je travaillais à Genève comme consultant au BCG, l'un des plus prestigieux cabinets de conseil en stratégie, qui fait partie des "Big Three". Lors d'une réunion, j'ai demandé cinq minutes de prise de parole à mon supérieur : j'ai profité de cette tribune pour expliquer les raisons de ma démission.

Je venais d'achever une année en tant que consultant détaché pour le WWF. Je pensais, candidement, pouvoir compenser certaines tares liées au fonctionnement des multinationales en travaillant pour une ONG. Or c'est le contraire qui s'est produit : je venais de comprendre que les ONG faisaient aussi partie d'un système de pouvoir et de relations interratées. Si elles n'existaient pas, les multinationales les auraient inventées. Leur rôle officieux contribue à l'immobilisme général et à l'impression que tout est sous contrôle.

## CHANGER LE MONDE

Avant, j'avais participé à des missions sur le déploiement de la 5G, j'avais vécu pour une mission en Arabie saoudite au Ritz Carlton. Juste après le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi, et contribué à un projet pour l'industrie agroalimentaire. Trois missions qui m'avaient tapé sur les nerfs. Etre consultant dans une ONG et préparer les différentes COP me paraissait être un travail moins nuisible.

Depuis tout petit, je nourris l'espoir de changer le monde. Je suis issu d'une famille immigrée du Portugal et d'Italie. Mes pa-

rents étaient employés du Golf Club de Lausanne, fréquenté par la grande bourgeoisie. Petit, je jouais au golf avec leurs enfants avec qui j'ai conservé des liens d'amitié. De cette enfance, j'ai gardé un dégoût des inégalités sociales et de ce qui est statué pour vous à votre naissance.

Tout cela m'a conduit à choisir les études scientifiques les plus prestigieuses : un "bachelor" en physique à l'école polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), puis l'un de ses masters les plus sélectifs en ingénierie financière. Son objectif est de former une élite des maths au service de la prédictibilité des marchés financiers. Il régnait un culte de l'abstraction mathématique et du prestige de la finance. Nous avions tous en tête la hiérarchie en matière d'insertion : les hedge funds (fonds spéculatifs), le prop trading (trading propriétaire) et le private equity (capital investissement). La gestion de fortune dans les banques, par exemple, ne nous faisait pas rêver.

Après une première expérience en stage dans le trading, où régnait une ambiance «cowboy» et «casino», l'abstraction des mathématiques m'a lassé. J'ai voulu être recruté dans l'un des trois grands cabinets de conseil en stratégie. En toile de fond, je nourrissais encore le désir profond de faire quelque chose qui contribue à la société, en ayant accès aux négociations des puissants. J'ai fini par être recruté, auréolé d'une minorité liée à mon score au test Cmat et à ma victoire à un concours organisé par The Economist. J'étais payé 10 000 francs suisses par mois (9 700 euros), soit bien plus que mes parents, à seulement 25 ans.

Le consultant MBB (McKinsey, Bain, BCG) est quelqu'un de subtil, charmeur, cultivé, avec un flair business, toujours

habillé en costume chic, avec une prédominance de profils «HEC fils à papa». Tout ce petit monde vit et travaille dans des bureaux en verre d'architecte, voyage sans cesse en avion, dort dans des 5 étoiles, et arbore des signes distinctifs de richesse comme les montres de luxe.

## SUBVERTIR MON ÉDUCATION

En parallèle, je discutais avec un ami diplômé de sciences de l'environnement. Un jour il m'a envoyé un documentaire sur la finance nommé L'Encerclement, de Richard Brouillette. C'est là que j'ai commencé à subvertir ma propre éducation. J'accumais des connaissances sur le climat, le capitalisme, la destruction de la planète. Je lisais Noam Chomsky, je regardais des vidéos sur la chaîne Thinker View, comme celle avec Aurélien Barrau et Yanis Varoufakis, ou le livre sur la pensée décroissante Less is More, de Jason Hickel.

Mon expérience avec le WWF a été le coup d'arrêt. J'ai remis en question ma carrière, la valeur de mes diplômes et la désirabilité d'être un gagnant du jeu. Je faisais le constat douloureux d'avoir servi les dynamiques qu'il m'importait de combattre. Faire carrière justifiait-il d'effacer nos valeurs? Il y a un an, j'ai commencé un master en écologie politique à l'Université autonome de Barcelone et je compte poursuivre un doctorat en géopolitique. Je dois lancer, dans les prochains jours, une chaîne YouTube de vulgarisation sur les multinationales et sur mon parcours. Je travaille aussi à l'écriture d'un livre et à lancer un mouvement politique en Suisse, nommé "Aglissons". Ma démission a duré quinze minutes, mais mon acte de démission se construit encore aujourd'hui. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR  
MARINE MILLER

**ESCP BUSINESS SCHOOL**

Bâtir un monde meilleur commence par des choix.  
Le choix du savoir et de la connaissance.  
Le choix de l'engagement et de la responsabilité.

FAITES LE CHOIX DE ESCP

IT ALL STARTS HERE\*  
\*tout commence ici

BERLIN | LONDON | MADRID | PARIS | TURIN | WARSAW